

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

23<sup>ème</sup> année - N° 4170 - Vendredi 22 Juillet 2022 - Prix : 200 Fc

PLAN DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE DE L'UCCIA 2021-2025 :

## Un budget d'investissement de 5 milliards Kmf



CÆLACANTHES

**Assurer l'avenir dans  
le changement des générations**

LIRE PAGE 5

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 21 au 25 Juillet 2022**

**Lever du soleil:**

**06h 28mn**

**Coucher du soleil:**

**11h 57mn**

Fadjr : **05h 13mn**

Dhouhr : **12h 15mn**

Ansr : **15h 12mn**

Maghrib: **18h 00mn**

Incha: **19h 14mn**



## AFFAIRE PASCAL SORET :

## Des mineurs parmi les présumés victimes

*Des faits accablants incriminent de plus en plus l'ancien enseignant de l'Alliance française de Fomboni. D'après nos informations, trois mineurs dont une adolescente de 14 ans seraient également victimes d'attouchements.*

Si des vidéos à caractère sexuel avec des victimes mohéliennes incriminent déjà l'ancien enseignant de l'Alliance Française de Fomboni, d'autres charges viennent s'ajouter. Selon nos informations, ce présumé coupable serait aussi accusé d'agression sexuelle sur mineurs dont une jeune fille de 14 ans. Cette dernière aurait confié à son avocat des faits d'attouchements par l'enseignement.

Pour l'heure, deux plaintes ont été déposées au tribunal de Fomboni contre Pascal Soret pour publication de vidéos à caractère pornographique, chantages, harcèlement sexuel et agression soumise à une prise d'image non consentie et atteinte à la pudeur. Et une enquête est en cours pour que justice soit faite. « Nous avons déposé deux plaintes au tribunal de Fomboni et avons contacté un avocat pour un dépôt de plainte à Paris et puis on a saisi la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale mais nous n'avons pas encore eu une réponse », rassure Me Nassur, avocat de deux plaignantes.

Pour mémoire, c'était il y a deux semaines que des vidéos à caractère sexuel incriminent un ancien ensei-



gnant de l'Alliance Française de Fomboni et des Mohéliennes. Ces vidéos ont commencé à circuler quelques jours après le retour définitif en France de l'enseignant, soit

début juillet. Dans la foulée, la chancellerie française à Moroni avait communiqué sur leur site. « S'il y a des comportements inappropriés ou pénalement répréhensibles, il appar-

tient à la justice de se prononcer, que ce soit la justice comorienne ou le cas échéant la justice française », assure celle qui promet qu'il n'y aura « pas d'impunité ».

Quelle que puisse être la gravité des faits, il appartient à l'enseignant mis en cause de répondre de ses actes et non à l'institution pour laquelle il a eu à travailler, dès lors qu'il a agi dans un cadre privé. Mercredi 20 juillet dernier, le gouvernement de l'île a autorisé un service minimum au niveau de l'Alliance Française de Fomboni au profit des étudiants Comoriens, ce après quelques jours de fermeture brusque.

Andjouza Abouheir

## SANTÉ PUBLIQUE

## Des sages femmes formées à la prise en charge du nouveau né

*12 sages femmes de Ngazidja ont suivi pendant deux jours une formation à la prise en charge du nouveau né à la naissance. Cette formation a pour but de former les professionnels de santé concernés aux premières minutes de réanimation et d'aller vers la mortalité évitable.*

Du lundi 18 au mardi 19 juillet, des sages femmes de premiers soins ou le cas échéant faisant partie du personnel médical ou paramédical de Ngazidja ont suivi une formation à la prise en

charge du nouveau né à la naissance. Au nombre de douze, elles étaient initiées aux premières minutes de réanimation du nouveau né par stimulation. Ces premiers acteurs qui prennent en charge le bébé ont été formés sur les usages de séquences systématisées, efficaces et uniformes de prise en charge du nouveau né, la facilitation d'une auto-évaluation et une hiérarchisation des besoins et des outils à mettre en place en rapport avec cette problématique. « Lors de cette formation, on a utilisé les méthodes pédagogiques moderne en science de la santé qui sont la formation par simu-

lation qui permette de générer la situation du plus près possible de ce que peut rencontrer les apprenants. Ce sont des méthodes qui sont validées comme étant plus performantes dans les apprentissages en science de la santé », explique Abdourahim Chamouine, chef de service pédiatrie au Centre Hospitalier de Mayotte.

Cette formation financée par l'AFD et mise en œuvre par Expertise France en partenariat avec le ministère de la santé cible 12 sages femmes de l'île de Ngazidja et se poursuivra aussi pour les autres îles. « On sait qu'aujourd'hui il y a une politique nationale qui est de réduire la mortalité chez l'enfant de moins de 5 ans. La littérature a montré qu'une bonne proportion jusqu'à 40% de cette mortalité est autour du nouveau né. Notre objectif est d'a-

bord d'aller vers la mortalité évitable, c'est-à-dire les premiers soins chez l'enfant tout venant et qui peuvent être améliorés », dit-il, avant d'ajouter que « les études ont montré que cette formation qui emploie un minimum de moyens et qui nécessite très peu d'équipements techniques atteint une proportion relativement importante de cette population cible ».

A part la mortalité chez l'enfant de moins de 5 ans, mais il y a aussi la morbidité, des enfants qui naissent avec des lésions cérébrales et qui développent après des handicaps sévères. « Le plus souvent, on voit ces enfants transférés dans les pays voisins et on voit pas mal d'enfants qui survivent avec des lésions et sur laquelle on espère toucher par cette formation sur cette morbidité évita-

ble », indique-t-il.

Du côté des bénéficiaires, elles montrent que la formation était vraiment bénéfique. « On a eu des échanges d'expérience et pratiques sur la naissance du nouveau né, pour améliorer les conditions pour permettre de prendre en charge le nouveau né. Ce qui m'a beaucoup plu est qu'il y'avait beaucoup de pratiques. Chaque séquence qu'on a faite, on pratiquait », montre Rahia Mohamed, une sage-femme. Pour rappel, le projet CoReg a pour objectif d'améliorer de manière pérenne l'offre de soin en Union des Comores à travers le renforcement de la coopération régionale en santé notamment via les opérateurs de Mayotte et de La Réunion.

Kamal Gamal



### Demande de proposition de prix pour la livraison et l'installation d'un kit de surveillance et de suivi de la consommation de carburant au Corps de la Paix.

Le Corps de la Paix du Gouvernement Américain aux Comores, dans le cadre de ses missions en Union des Comores recherche un prestataire de service pour lui livrer, installer un kit de surveillance et de suivi de la consommation de son carburant dans ses locaux.

Tout ou toute prestataire intéressé par cette offre peut obtenir les termes de références en demandant par email à l'adresse suivant :

[PCCComoros@peacecorps.gov](mailto:PCCComoros@peacecorps.gov) avant le **19 Aout 2022**.

Toute demande d'information ou toute question liée à cette offre, merci de vous renseigner en envoyant un email à l'adresse mentionnée ci-haut.

## PLAN DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE DE L'UCCIA 2021-2025 :

## Un budget d'investissement de 5 milliards Kmf

Plusieurs points ont fait l'objet de la présentation du plan de développement stratégique (2021-2025) de l'Union des chambres de commerce (UCCIA), notamment l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles, l'instauration du dialogue public-privé et intra privé opérationnel. Quant au budget d'investissement, 5 milliards Kmf sont prévus pour le quinquennat de l'actuelle mandature.

L'Union des Chambres de commerce a réuni hier jeudi 21 juillet les opérateurs économiques dans un atelier de travail sur la présentation du plan d'action et de stratégie de la période 2021 à

2025. L'idée est d'exposer et de discuter de ce plan afin que les acteurs se l'approprient. Ce dernier comporte au total 6 axes stratégiques, à savoir l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles de l'Uccia, l'instauration d'un dialogue public-privé et intra privé permanent, constructif et inclusif, l'accompagnement de la transformation digitale des entreprises, etc. Dans son intervention, le président de l'Uccia a expliqué que cette réunion de réflexion est très importante car elle permet de dévoiler la stratégie, sur comment gérer la chambre. Plusieurs discussions ont été menées à Mohéli et à Anjouan, tout comme à Ngazidja jusqu'à son éla-

laboration, en s'arrimant à la politique nationale du Plan intérimaire et du plan de développement mis en place par le gouvernement.

« Nous devons être en phase avec le plan de développement du pays. Nous savons que les Comores ont une richesse de l'économie bleue, sur le tourisme et sur le plan des marchandises. Nous avons mis en marche un plan de développement commerciale avec du confort. Il y aussi les pays voisins avec lesquels nous devons tout faire pour travailler en symbiose pour faciliter le commerce avec les meilleurs avantages pour chacun. Nous avons exposé le budget. Et pour avoir les ressources auprès de nos partenaires, nous devons élaborer un projet

dans le long terme», explique-t-il, avant d'ajouter que « durant les 5 ans de fonctionnement, la chambre prévoit 5 milliards d'investissements ».

Rendre les CCIA insulaires partie prenantes du développement économique des îles et de l'aménagement du territoire reste la nouveauté de ce Plan. Sur ce point, l'objectif visé est de mettre quatre points focaux régionaux par île, par exemple dans les préfectures. « Nous avons fait en sorte que la chambre ait aussi des antennes dans les villes et villages de l'ensemble du territoire qui pourront avoir des opportunités commerciales et d'activités. Donc, à chaque préfecture, nous aimerons que la chambre ait

un point focal, qui sera comme un délégué consulaire qui va servir de relais entre l'UCCIA et les besoins de ces communes pour mieux leur apporter notre aide », précise-t-il.

Parmi les points discutés, la mise en vigueur du dialogue public-privé. « Ils nous ont demandé d'exposer encore le problème au gouvernement. Il y a deux ans, le chef de l'Etat a signé un décret de la mise en place du dialogue public-Privé. Ce qui reste aujourd'hui, ce sont les piliers de ce dialogue et la volonté du gouvernement d'installer les personnes qu'il faut là où il faut. Car sans ce dialogue, rien ne sera possible », conclut-il.

Andjouza Abouheir

## DIPLOMATIE

## Le ministre Dhoulkamal au « US-Africa Business Summit » de Marrakech

Pour la première fois, l'Afrique du Nord plus précisément, le royaume de Maroc abrite la 14e édition de l'US-Africa Business Summit. Un événement important pour le Maroc qui entretient des bonnes relations avec le pays, si bien que le ministre des affaires étrangères Dhoulkamal s'est entretenu hier 21 juillet avec Nasser Bourita qui a reçu une forte délégation gouvernementale américaine, des ministres, des membres des affaires africaines et des demandeurs multinationaux américains dans le but d'établir des partenariats d'affaires tripartites États Unis-Maroc-Afrique.

Le ministre des affaires étrangères Dhoulkamal a effectué un voyage officiel à Marrakech où il s'est entretenu avec Nasser Bourita à l'occasion de la 14e édition de l'US-Africa Business Summit. Ce déplacement est crucial pour renforcer la position du partenariat entre les Comores et le Royaume du Maroc qui promet une contribution importante pour la

réalisation du plan Comores Émergents (PCE). Ce sommet qui a commencé du 19 juillet dernier pour s'achever ce 22 juillet, a réuni une forte délégation gouvernementale américaine, des ministres, des demandeurs multinationaux américains et des acteurs africains du développement. Il s'agit d'une opportunité de consolider le positionnement stratégique du Maroc qui est le seul pays



Ministre comorien des affaires étrangères au côté du MAE du Maroc.

africain ayant conclu un accord de libre-échange avec les états USA.

La présence du chef de la diplo-

matie comorienne est importante car les panels, les dialogues traitent des divers thèmes de développement

dont la sécurité alimentaire, la santé, l'agriculture, les nouvelles technologies, les infrastructures et l'intégration des écosystèmes industriels. Des thèmes qui impliquent les Comores ou pour le dire mieux des thèmes visés par le plan Comores Émergents dont le Maroc est le partenaire officiel. Cette 14e édition est une initiative du « Corporate council on Africa » sous le thème de « construire ensemble l'avenir ». L'Occasion d'établir des partenaires d'affaires tripartites dont États-Unis-Maroc-Afrique. Pour le Maroc, cet événement se traduit comme un moyen de renforcer ses rails de développement et ceux de l'Afrique entière en collaboration avec les américains.

Kamal Gamal

## ENVIRONNEMENT

## Adaptation au changement climatique

Dans le cadre des activités de la Direction Nationale de l'Environnement et des Forêts s'appuyant sur le programme d'appui à la planification et la mise en œuvre de programmes et politiques d'adaptation au changement climatique, un atelier a été organisé le mardi 19 juillet à Mdé pour valider un rapport élaboré par des consultants.

Selon eux, il est admis que le défi du développement des différentes îles se conjugue de plus en plus avec celui de l'adaptation aux changements climatiques. En effet la durabilité de la croissance, sa sécurisation passera nécessairement par une meilleure prise en compte de la dimension adaptation aux changements climatiques. Aussi, le Gouvernement est-il conscient que les plus vulnérables aux effets du changement climatique sont les communautés rurales et les agriculteurs pauvres qui manquent trop souvent de capaci-

tés pour résister à ces impacts.

L'action proposée est en relation avec le programme Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique/AMCC - Comores qui s'est achevé en janvier 2019. Par ailleurs, depuis la présentation du plan de l'AMCC, beaucoup de choses ont changé dans le contexte international, dont les effets produisent une crise sans précédent dans le monde entier et qui frappe les Comores de manière particulière, en même temps que le

changement climatique qui ne cesse de se produire à un rythme croissant.

Parmi les facteurs de risque à prendre en compte au plan socio-économique, il y a les effets de la crise économique en Europe sur les transferts de la Diaspora, les effets de la crise alimentaire sur les importations d'aliments et les effets de la crise énergétique sur l'accès et les coûts de l'Énergie. Au niveau du changement climatique, il y a une exposition croissante du pays au risque des cyclones

et houle de tempête, des sécheresses plus aiguës et fréquentes, une hausse accélérée des températures avec ses répercussions sur les cultures et une dégradation de l'écosystème du littoral.

Dans ce contexte, un nouveau regard est nécessaire pour faire face à la crise, en adaptant l'approche aux nouvelles conditions. C'est ainsi que trois axes d'action sont recommandés. Tout d'abord un programme intégré pour le développement économique, la réalisation des mesures urgentes pour sauvegarder les infrastructures stratégiques et enfin le développement de mesures pour éviter le gaspillage des ressources du Pays.

La conception du présent projet vise à réaliser dans des zones pilotes, l'intégration des différentes actions thématiques, sur la base d'une vision holistique à laquelle les vides et les liens entre activités sont comblés de façon flexible et pragmatique, selon les besoins du territoire et les priorités

exprimés par la population. A travers ce projet, on visera donc à réaliser pleinement le potentiel de développement des zones pilotes, et en tirer les leçons pour obtenir la synergie optimale entre les diverses actions et stratégies de développement.

Le projet interviendra selon les critères suivants : Zones non couvertes par des projets en cours ou programmée, potentialité de développement, Commune intéressée à s'activer, Difficultés d'accès à l'énergie et Impact du changement climatique. Il interviendra sur six zones à raison de deux zones d'intervention par île respectivement dans la zone de Mbeni-Nyoumamsirou et zone de Oichili ya djou pour la grande Comore, zone de Bambao-Mtsanga et Zone de Sima pour Anjouan et zone de Fomboni et zone de Mledjél pour Mohéli.

Mmagaza



## LITTÉRATURE

## La journée Mbaé Trambwé a été célébrée au CLAC de Nioumachoi

*Dans le cadre de la valorisation de la poésie orale traditionnelle comorienne, le CLAC (centre de lecture et d'animation culturelle) de Nioumachoi a marqué pour la première fois la journée Mbaé Trambwé. C'est autour de l'œuvre poème, pensées et fragments de Damir Ben Ali et de Masséande Chami Allaoui éditée par Komedit que les activités se sont déroulées.*

Ce mercredi 20 juillet, le CLAC de Nioumachoi a célébré la journée nationale Mbaé Trambwé. Le thème retenu « la foi et la vie sociale » en lien avec les problèmes sociaux que traversent les Comores actuellement. « Uhu wa mngu » ou la grandeur de Dieu est le poème de Mbaé Trambwé choisi pour illustrer la foi.

Pour la vie sociale, c'est plutôt son poème « mwana mshe » (la

jeune fille) et « Sha mdzima » (le solitaire) qui ont été présentés en 3 interventions en langue comorienne par d'abord Nassim Ahamada, un élève de la classe de première de l'école communautaire de Nioumachoi représentant le club de lecture Mab Elhad de Mohéli. Et en langue française par Zabibou Hachim Ramiara de la classe de 5ème ECN du club de lecture lune des îlots.

Le poème « sha mdzima » a été présenté par Salmata Bouldane de la classe de 6ème du collège rural de Nioumachoi et appartenant au club de lecture Basra de Mohamed Loutfy. Et enfin « Uhu wa mngu » a été présenté par Melle Rihana Fahad Attoumane du club Haïbara du collège rural de Nioumachoi de la classe de 6ème.

Deuxième activité programmée, c'était une présentation en power point des pensées et maximes de



cet illustre poète, philosophe, sage Mbaé Trambwé. À commencer par « mahamindji tsi mbauso za usudja » qui aurait signifié la vaillance ne se mesure pas au nombre des années. Ou encore « Uvulana tsi mdru hazalwa halé » au sens d'un

âge avancé n'est pas gage de bravoure. « Ko kali kali la tsu hutswa » (même le soleil le plus ardent s'évanouit). Il y avait aussi « Ko litso ushindwa ni djiyoni » (lequel ne guerre vaincu par la tombée du jour). Les organisateurs de cet évé-

nement appellent le CNDRS, la fondation Mbaé Trambwé à sensibiliser les autres îles pour que la prochaine édition prenne toute l'envergure qu'elle mérite.

Riwad

## SOCIÉTÉ

## Le kg de poisson à 2500 FC à cause de la rareté du pétrole à Anjouan

*A Mutsamudu, le kilo de poisson varie entre 2250 à 2500 fc.*

*Depuis des semaines, le prix stagne à cause de la pénurie de carburant surtout du pétrole lampant. Les pêcheurs crient au secours en indiquant que c'est une période de poisson, malgré la crise des hydrocarbures. Une inflation qui s'accroît en pleine période de festivités de grand mariage.*

Sur place, plusieurs embarcations sont renversées à la plage Mjihari et d'autres ran-

gées à cause du manque de carburant en particulier le combustible qu'ils utilisent (pétrole lampant). « Nous demandons le secours de la classe politique. Nous avons abandonné notre seule activité génératrice de revenu à cause de la pénurie de pétrole. Nous roulons à perte », indique Salim Soumaila, commandant d'une embarcation de pêche, avant d'ajouter que « acheter un litre de pétrole de 500 à 750 fc, c'est dangereux, mais, on ne nous laisse pas le choix ».

Pour rappel, le gouvernement a

fixé le litre de pétrole lampant à 350 FC contre 200 FC. Et ces derniers jours, ce produit est devenu très rare. « On a tendance à indexer les revendeurs devant les situations liées à la cherté du poisson. Ils se défendent en tapant que la cherté de poisson est provoquée par les hydrocarbures et non les revendeurs. Qui ne sait pas que les pro-

duits halieutiques fixent le prix, selon la carence ou l'abondance », explique ce pêcheur.

Quand les petits métiers sont touchés par les pénuries, l'équation n'a d'inconnu que la pauvreté généralisée. « On est en phase terminale de la misère. En période de mariage, on affronte des tonnes de pénuries. Le gouvernement est-il tombé en

faillite d'idées ? Ce qui est alarmant c'est encore le fait que le pétrolier qui a accosté au ponton des hydrocarbures d'Anjouan la semaine dernière n'a pas livré du pétrole lampant. On attend probablement, la prochaine cargaison », ajoute-t-il.


Nabil Jaffar



**La Gazette des Comores**  
l'information libre à votre portée


Quartier Badjanani BP 2216 Moroni Comores  
Tél:(269) 773 91 21 ou 333 26 76

E-mail: la\_gazette@comorestelecom.km



NATIONS  
UNIES  
COMORES

### AVIS DE RECRUTEMENT



PNUD  
Union des Comores

Le PNUD Comores recrute un (e) **Responsable Technique Insulaire** à Ngazidja du projet « Assurer un Approvisionnement en Eau Résistant au Climat aux Comores », -NPSA 9

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir du lien ci-dessous :

\*PostedeResponsable Technique Insulaire à Ngazidja du projet « Assurer un Approvisionnement en Eau Résistant au Climat aux Comores »  
[https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX\\_1/job/4708/?utm\\_medium=jobshare](https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_1/job/4708/?utm_medium=jobshare)

Date de début de Publication :14 juillet 2022  
Date limite dépôt des candidatures :27 juillet 2022

**Remarques :**

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.
- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.
- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.

## CÆLACANTHES

## Assurer l'avenir dans le changement des générations

*La Confédération Africaine de Football va probablement acter le report de la CAN 2023 lors de l'assemblée générale d'août en Tanzanie. Et des remaniements au niveau du calendrier vont être opérés fatalement.*

Ce n'est forcément pas une mauvaise chose que la CAN soit reportée surtout pour une équipe comme les Cœlacanthes qui se trouvait déjà sous pression bien qu'ayant une victoire sur les deux matches qu'elle a déjà joué et une défaite au compteur. Cette prolongation du calendrier des éliminatoires est aussi un moment idéal pour le sélectionneur Younes Zerdouk de se projeter dans un avenir plus ou moins proche. Celle du renouvellement générationnel des cadres qui composent l'équipe depuis bientôt 10 ans. Le cycle doit s'achever un jour quoi qu'il en coûte. Et on ne devrait pas avoir peur de se poser ces genres de questions. Des pays mieux organisés et avec des moyens plus conséquents que les nôtres les ont occulté et l'ont appris à leur dépend. Dès joueurs fussent-ils les meilleurs ont fini par prendre le contrôle et sont devenus des faiseurs de rois (sélectionneurs).

Des pays comme le Cameroun, le Nigeria... en ont fait l'amère expérience. Les Comores ne sont pas encore dans cette phase là, mais

les prémices et les germes sont là pour nous rappeler que le moindre faux pas peut plonger le football comorien dans les abîmes. Des cadres bien installés, une nouvelle génération qui commence peu à peu à prendre de la place un cocktail explosif qui risque nous sauter à la figure si des mesures ne sont prises avant que cela ne devienne un problème. Pour commencer, il faut bannir toute idée de clans, pour éviter de diviser le vestiaire. Les joueurs les plus anciens ne doivent pas se sentir trop légitimes au point de croire que sans eux l'équipe n'est rien. Les nouveaux venus ne doivent pas se sentir aussi importants au point de vouloir chasser à coups de pieds ceux qui ont bâti à partir de rien ce qui est devenue une sélection connue et reconnue à travers le continent et au-delà.

Si l'on arrive à maintenir cet équilibre transitionnel, quand le changement cyclique adviendra cela risque d'être moins impactant en termes de conséquences négatives. Le sélectionneur, quel qu'il soit doit avoir une marge de manœuvre très conséquente. En termes politiques, il doit se placer au-dessus de la mêlée. Il est de son devoir de créer une dynamique de groupe pour empêcher toute scission, car avant tout, il a le devoir de pouvoir « organiser, d'animer, de contrôler, d'assumer les décisions ». Il doit se soustraire de toutes influences. Ni

les joueurs, ni les dirigeants ne doivent pas avoir de contrôle, que ce soit sur le choix des joueurs, de qui doit être sélectionné ni sur le plan du jeu, de qui doit jouer ou pas. Il doit avoir suffisamment d'indépendance pour être mis devant ses propres contradictions dans l'éventualité d'une contre-performance.

D'autres problèmes peuvent être aussi sources de tensions à l'intérieur d'une équipe. Le problème du capitainat est l'un d'entre eux. En 2010, l'on s'en souvient du clash qu'il y'a eu dans la manière des lions indomptables (Cameroun) quand le sélectionneur Paul Le Guen, a décidé de faire passer le brassard de Rigobert Song le capitaine emblématique à Samuel Eto'o la star incontestée de l'équipe. Une situation qui avait tellement déstabilisée l'équipe qui s'est fait sortir des le premier tour (3 défaites) dans un groupe (Pays-Bas, Danemark, Japon) où ils avaient la possibilité d'accrocher l'une des deux premières places. La guerre d'ego enclenché par ce geste a ruiné toutes les chances du Cameroun qui était au mondial Sud Africain avec des ambitions d'aller au minimum en quart de finale. Des sujets extrasportifs (contrat mal ficelé, primes de match et autres) peuvent être synonymes de déstabilisation d'un groupe voir du système (fédération) dans son entier.

Nous l'avons appris à nos



dépend récemment après la fuite de la lettre du Team Manager dans les réseaux sociaux qui aurait pu faire des dégâts énormes mais, le sens de la responsabilité des uns et des autres surtout au niveau de la FFC qui a temporisé au lieu de dynamiter a fini par faire rentrer les choses dans le bon chemin. Alors que dans d'autres cieux, ces genres d'histoires auraient fait les choux gras de la presse et locale et internationale. L'on s'en souvient tous de l'histoire de Daniel Cousin ex sélectionneur du Gabon (2019), rapportée par nos confrères de Jeunes Afrique. Ce dernier aurait cumulé 30 mois d'arriérés entre son poste de Team Manager et celui de sélectionneur, sans jamais signer de contrat.

Younes Zerdouk, a-t-il suffisamment les épaules solides pour s'éviter d'être enfermé dans des luttes intestines. La génération des premiers (Fardou, Nadjim, Selemani, ...) sera-t-elle prête à passer le flambeau aux Yacine Bourhane et consorts le moment venu. C'est en tout cas ce que nombre de supporters souhaite vivre, une succession en douceur. Sur la notion de groupe et la nécessité de le maintenir en un bloc indivisible, nous citerons le proverbe maure qui dit " le fardeau supporté en groupe est une plume"

AS Badraoui



## Avis de recrutement

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe l'Union des Comores, la France (Réunion), Madagascar, Maurice et les Seychelles. Avec le soutien de ses partenaires, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant l'ensemble des Objectifs de développement durable.

A travers son projet ECOFISH, elle assure la mise en œuvre des activités ayant pour objectif de stimuler une croissance économique équitable en promouvant une pêche durable en Afrique de l'Est, Afrique Australe et dans la région de l'océan Indien (EA-SA-IO).

Si vous êtes motivés et prêts à relever des défis, la COI, pour ce projet, est à la recherche de :

### Un(e) Responsable Régional d'Aménagement de Pêcheries

Les dossiers d'appel à candidatures peuvent être obtenus comme suit :

- Téléchargement à travers le site internet de la COI [www.commissionoceanindien.org](http://www.commissionoceanindien.org) – rubrique « Opportunité »
- Au Département des ressources humaines à l'adresse électronique suivante : [hr@coi-ioc.org](mailto:hr@coi-ioc.org)

La date limite de dépôt de candidature est fixée au **vendredi 12 août 2022 à 16h00 (heures de Maurice)**.

## CINÉMATOGRAPHIE

## Mouhakikoudine Ali sort son premier film intitulé "L'Inattendu"

*Mouhakikoudine Ali Mzimba, un jeune comorien natif de Mbeni, vient de sortir un film intitulé "L'INATTENDU" qu'il a tourné au Sénégal là où il fait ses études de Matser 2 en ingénierie juridique de banque et assurance, mais parallèlement en suivant une formation en audiovisuel. Ce film regorge d'une réalité de vie de l'étudiant étranger en général, particulièrement l'étudiant comorien.*

Depuis son enfance, il était toujours passionné par le cinéma et rêvait toujours de réaliser un film un jour. Et c'est donc chose faite pour Mouhakikoudine Ali qui vient de sortir un film intitulé « L'inattendu » qu'il a tourné au Sénégal là où il fait ses études de Matser 2 en Ingénierie juridique de banque et assurance, mais parallèlement et une formation en audiovisuel. Ce film raconte une réalité de vie de l'étudiant étranger en général et particulièrement l'étudiant comorien. Il enseigne, et dénonce pour mobiliser la jeunesse afin de se concentrer sur leur objectif. « Actuellement je suis en Matser 2 d'ingénierie juridique de banque et assurance, mais parallèlement j'ai suivi une formation en audiovisuel. Je me suis forgé moi même afin de connaître les atouts d'un scénariste

et je travaille pratiquement dans ces domaines », avance-t-il.

« L'idée de ce court métrage m'est venue il y a à peine 3 ans. C'est une histoire inspirée de la réalité que vit actuellement la plupart des étudiants étrangers, qu'il soit comorien ou d'autre nationalité. Je me suis dit que ça mérite en quelque sorte d'en parler afin de sensibiliser », montre ce jeune réalisateur et scénariste du film, avant d'ajouter que « le scénario et les idées originales viennent de moi, j'ai ensuite regroupé quelques amis avec qui j'ai l'habitude de travailler dans divers projets artistiques et directement une équipe s'est formée que je remercie au passage et nous avons travaillé ensemble sans relâche bien que ça était compliqué car nous sommes partis de rien. Nous avons eu le soutien de quelques doyens comoriens résidant à Dakar et Dieu merci nous sommes y parvenus », se félicite-t-il.

Selon lui, les étudiants étrangers aujourd'hui ont du mal à se concentrer précisément à leurs propres objectifs qui ne sont autres que les études au détriment des futilités et ces choses que le monde leur offre et cela dès fois en mettant en péril des vies et le sacrifice de leurs responsables et au Sénégal cela ne reste pas différent. Et d'ajouter : « Je voudrais bien que l'étudiant étranger d'au-



jourd'hui soit focalisé uniquement que sur ses propres objectifs, la réussite de ses études et surtout respecter ses valeurs et sa culture et ne pas se laisser borner par les com-

portements des autres en voulant ressembler à des gens que nous ne sommes pas en réalité ».

Nassuf Ben Amad

## Numéros utiles

## Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Gendarmerie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

## Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

## Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Mohéli: 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

## Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

## Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 773 43 43  
Meck: 773 36 40

## MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,  
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



## Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR – P171361)

## " SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LA SELECTION DES ENTREPRISES, BUREAUX D'ETUDES ET FOURNISSEURS POUR LE PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE "

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement Post-Kenneth et de résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour financer des contrats des travaux relatifs aux entrepôts et citernes de la Direction Générale de la Sécurité Civile sis à Moroni, Fombouni, Mitsamihouli sur la Grande Comore ; Patsy, Sima sur Anjouan et Fomboni, Nioumachoua sur Mohéli.

## 2. Objectif de l'AMI :

L'Objectif de cet avis de manifestation est de pré-sélectionner des entreprises capables de conduire de travaux d'envergure pour faciliter la mise en œuvre du Projet de Relèvement Post-Kenneth et Résilience (PRPKR).

## 3. Les travaux par voie d'appels d'offres sont les suivants :

**Travaux de construction de citernes de stockage d'eau de capacités de 500, 750 et 1000 m<sup>3</sup>**

**Travaux de construction d'entrepôts de stockage de produits de dimensions allant de 15 m x 10 m x 6 m et 45 m x 20 m x 6 m**

Les soumissionnaires potentiels sont des entrepreneurs de travaux légalement enregistrés, qualifiés et satisfaisants aux critères d'éligibilité, sont priés de manifester leur intérêt en envoyant, au

plus tard le **lundi 08 Août 2022 à 14 h 00** (heure locale de Moroni), à l'adresse ci-dessus indiquée.

**Adresse :** Route de la Corniche, Unité de Gestion du Projet sis au 2ème étage du Bâtiment abritant la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire sur la Route de la Corniche à, BP 12 Moroni – Union des Comores ou bien par courriel à l'adresse suivant : [cor.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:cor.ugp.prpkr@gmail.com) avec copie aux e-mails ci-dessous : [rpm.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:rpm.ugp.prpkr@gmail.com), [rpse.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:rpse.ugp.prpkr@gmail.com) aux jours et heures suivantes : **du lundi au vendredi de 8h 00 -16h00.**

Le dossier de candidature doit comporter les références et montants pour des travaux conduites et les références et montants pour des travaux similaires, certificats ou attestations de bonne fin d'exécution, équipements techniques et matériels, listes du personnel (Ingénieurs, conducteurs des travaux y compris les CVs et diplômes certifiés et signés) et les chiffres d'affaires engrangés par l'entreprise sur les cinq dernières années (2017, 2018, 2019, 2020 et 2021).

Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée à l'adresse susmentionnée ci-dessus.